

Compte rendu

Ouvrage recensé :

KÔNZ, Peider (dir.). *Trade, Environment and Sustainable Development : Views from Sub-Saharan Africa and Latin America. A Reader*. Genève, International Center for Trade and Sustainable Development & The United Nations University, Institute of Advanced Studies, 2000, 445 p.

par Maria Eugenia Carrasco et Raúl Bernal-Meza
Études internationales, vol. 33, n° 1, 2002, p. 173-177.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704391ar>

DOI: 10.7202/704391ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

nationalisme de Khrushchev qui se révèlent, par exemple, dans sa crainte d'être humilié lors de son voyage en Amérique en 1959, lui un ancien ouvrier, et dans l'humiliation qu'il ressentit si douloureusement de ne pouvoir abattre les avions-espions américains qui survolaient (et photographiaient) impunément le territoire de l'Union soviétique, ou encore, à un autre niveau, dans son ardent désir d'égaliser les États-Unis en matière d'armements nucléaires et, du même coup, de modifier à son avantage l'équilibre des forces à l'échelle mondiale – objectif finalement atteint, soutient l'auteur, suite à la crise des missiles à Cuba en 1962 ; dans la même veine, ce choix du nucléaire, accompagné d'une réduction substantielle des forces armées traditionnelles, lui vaudra l'antipathie des chefs de l'armée et de la marine. En troisième lieu, la foi inébranlable de Khrushchev, convaincu de l'éventuel triomphe du communisme et de l'inévitable effondrement du capitalisme, et, parallèlement, un certain humanisme qui s'exprima dans de réels efforts de sa part en vue d'améliorer les conditions de vie (nourriture, logement et habillement) des Soviétiques. Finalement, le fait que le régime soviétique hérita quelque chose de la tradition, plusieurs fois séculaire, d'autocratie en Russie – à preuve l'obéissance presque inconditionnelle des membres du Praesidium (l'ancien Politburo) et du complexe militaro-industriel, en dépit de réserves, voire de désaccords profonds concernant certaines décisions de Khrushchev.

Écrit par un ingénieur qui, durant ces années, travailla dans un bureau de design de missiles et de fusées, ce livre, par moments très

(trop ?) technique, intéressera en tout premier lieu les spécialistes de la technologie aérospatiale. En raison de ce choix, plus d'un lecteur, j'en suis convaincu, regrettera la décision de l'auteur de ne consacrer qu'une seule page à Tvardovsky, l'éditeur de la revue *Novyi Mir*, et deux pages à un autre écrivain de renom, A. Solzhenitsyn. En outre, pour un homme comme Khrushchev qui avait la réputation d'être parfois indiscret et l'habitude de prendre de longues marches avec son fils après le souper (moments souvent propices aux confidences), ce très gros livre n'apporte guère de révélations extraordinaires ; tout au plus – et encore l'auteur ne donne pas ses sources – mentionne-t-il les différents scénarios envisagés par Brezhnev, symbole d'un « apparat long(ing) for calm and stability » (p. 701) et désireux, comme bien d'autres, de se débarrasser de Khrushchev : poison, écrasement d'avion, accident d'automobile et arrestation, et la description de Kozlov comme étant « a coward by nature » (p. 496). Il me semble que le fils aurait pu être un peu plus bavard, sinon indiscret.

Jean-Guy LALANDE

*Département d'histoire
St. Francis Xavier University
Nouvelle-Écosse, Canada*

Trade, Environment and Sustainable Development : Views from Sub-Saharan Africa and Latin America. A Reader.

KÖNZ, Peider (dir.). Genève, International Center for Trade and Sustainable Development & The United Nations University, Institute of Advanced Studies, 2000, 445 p.

Le livre est une sélection d'études et de propositions sur les relations

entre le Commerce et l'Environnement, qui ont leur origine principalement dans les pays en développement d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, et qui ont été présentées en deux symposiums internationaux (Santiago du Chili, 1998 et Harare, 1999) organisés par l'International Center for Trade and Sustainable Development for Latin America et l'Anglophone Sub-Saharan African Countries.

Des auteurs renommés et des spécialistes détachés de pays divers, participent à ce livre collectif, dont l'importance se rattache aux « nouveaux thèmes » de l'agenda international au commencement du nouveau millénaire.

L'ouvrage est divisé en trois parties, « L'interrelation du Commerce et de l'Environnement », « Les perspectives régionales et sectorielles » et « Une révision sur deux hypothèses ». Il contient 39 travaux, divisés en 37 chapitres et un addenda composé de deux autres.

La première partie est divisée en trois sous-thèmes : 1) Politiques et issues du système mondial ; 2) Le rôle de la société civile et 3) Interrelation entre les régimes.

La deuxième partie est également divisée en trois sous-thèmes : 1) L'Afrique subsaharienne ; 2) Les Amériques et 3) Thèmes sectoriels.

La troisième partie est composée de deux chapitres : « The Green Protectionism Hypothesis : Why Everybody Loves Flipper » et « Testing the Pollution Haven Hypothesis ». Finalement, l'addenda contient deux travaux : « Trade and Environment : Issues Raised in Proposals Submitted to the wto » et « Council During the

Seattle Process and their Possible Implications for Developing Countries ».

L'idée centrale qui donne la structure au livre est l'étroite relation existant entre le commerce, l'environnement et le développement durable, en considérant comme essentielle la participation de la société civile à travers des ONGs, des initiatives particulières des individus et provenant du secteur privé, pour la résolution des conflits qui émergent de ce rapport. La division sectorielle de l'œuvre permet un rapprochement plus spécifique des problèmes, selon les caractéristiques des régions et des pays.

Comme Tarcisio della Santa le signale dans la *Preface*, « in the aftermath of Seattle, the imperatives of economic growth and environmental sustainability will set landmarks of new adjustments of wto Members economies ».

En partant de l'hypothèse que le commerce et l'environnement sont inséparables, la conclusion est que pour obtenir de bons résultats généraux – et qu'ils apportent des solutions aux différents problèmes environnementaux et commerciaux – chaque segment (commerce et environnement) doit considérer l'autre dans la prise de décisions. De manière générale, on remarque que la différence entre pays développés et en voie de développement se reflète aussi dans les positions par rapport au lien commerce /environnement. D'un côté, les pays pauvres prêtent plus d'attention à la subsistance qu'à sa qualité, c'est-à-dire, l'environnement, à cause de leur réalité (grande démographie, surexploitation des faibles ressources naturelles existantes, nécessités fondamentales de la population insatisfaites,

le chômage, le manque d'éducation, etc.). Les pays riches, bien qu'ils exigent des premiers la stricte conformité aux normes et réglementations environnementales, ne les respectent pas toujours eux-mêmes et souvent les utilisent comme mesures néo-protectionnistes contre les premiers. Comme un des auteurs le signale, les pays développés s'abritent derrière les standards environnementaux sans réelle préoccupation pour ce thème, mais comme recours pour obtenir des bénéfices économiques à leur profit : exemple, le cas du thon entre le Mexique et les États-Unis (Achim Körber).

Bien qu'il existe aussi des différences entre les pays en développement – par exemple : ceux d'Amérique latine n'ont pas les niveaux de conflits militaires existants en Afrique avec ses effets négatifs sur l'environnement – ils font face à des difficultés similaires à conjuguer les trois aspects : commerce, développement durable et environnement. Chaque région a ses problèmes propres et spécifiques, qui les différencient dans la nécessité de trouver des solutions, dans un monde où la fin de la guerre froide augmenta la préoccupation des pays et les différences et inégalités entre eux. Comme le signale David Landes, cité par Ricardo Meléndez-Ortíz et Ali Dehlavi, « The old division of the world into two power blocs, East and West, has subsided. Now the big challenge and threat is the gap in wealth and health that separates rich and poor. [] Here is the greatest single problem and danger facing the world of the Third Millenium. The only other worry that comes close is environmental deterioration, and the two are intimately connected indeed are one » (p. 78).

Les nécessités du développement, qui incitent les gouvernements à appliquer des mesures de promotion industrielle, sont génératrices de nouveaux problèmes. C'est le cas que signale Fred Opio, prenant un exemple en Afrique. En effet, « in Sub-Saharan African (SSA), recent studies on the relationship between industrial development and the environment confirm in fact that some of the policy measures associated with industrialization could lead to serious environmental degradation » (p. 161).

Bien que la préoccupation sur la relation commerce-environnement dans les négociations multilatérales fut signalée au début du GATT en 1947, celui-ci fit face à ce problème pour la première fois à Stockholm, en 1972, dans le cadre de la Conférence Mondiale sur l'Environnement Humain et réitéré seulement en 1994. Le commerce occupa la plus large attention jusqu'à sa transformation en l'Organisation mondiale du commerce. Celle-ci, de même que le GATT, cherche à être un forum de promotion du commerce mondial. Elle a un Comité pour le commerce et l'environnement qui est gouverné par les principes et les objectifs sur lesquels le système du commerce multilatéral est fondé – en particulier le concept de non-discrimination (Ana Karina González L.). D'après David Runnalls, les postulats environnementalistes ont trouvé un faible support continu dans l'OMC. Celle-ci n'a pas de prédisposition ni d'inclination pour ces thèmes, et comme l'UNEP (United Nations for Environment Program) elle a perdu leur appui politique et manque de leadership. La différence a son origine dans les buts poursuivis par chacune d'elles : l'OMC s'occupe

exclusivement du commerce, en tant que l'UNEP de l'environnement. D'où l'importance d'inclure des mesures environnementales dans les négociations commerciales dans le but de les rendre effectives (Gonzalo Biggs).

Les nouvelles normes de l'Organisation, qui cherchent à promouvoir le commerce multilatéral – facteur de croissance économique sous condition de protection de l'environnement – mettent l'accent sur les avantages et les inconvénients des subventions aux exportations et leur impact sur l'environnement tel que le signale Vincent G. Malunga, au moment d'analyser le thème. D'après lui, il est nécessaire de mettre l'accent sur l'impact des subventions à l'exportation sur l'environnement, car le retrait de celles-ci, comme élément d'une plus large libéralisation du commerce, peut avoir des impacts positifs ou négatifs sur l'environnement selon les secteurs ou les contrats. Le retrait des subventions et autres mesures de libéralisation du commerce sont insuffisantes en elles-mêmes comme mécanismes de protection. Peu de politiques commerciales nationales ont abordé l'interaction entre la politique commerciale et environnementaliste, et, de ce point de vue, le Comité pour le commerce et le développement a prêté peu d'attention au problème du développement durable. Il est également évident que l'incapacité actuelle à traiter de façon adéquate de l'environnement et du développement durable au sein de l'OMC affecte la crédibilité et légitimité du système commercial lui-même. Selon l'auteur, la nature opaque de l'OMC, et particulièrement son système de résolution des conflits, provoque un sentiment similaire de défiance dans la commu-

nauté environnementaliste d'Amérique du Nord et d'Europe.

Du point de vue de la régionalisation de l'économie hémisphérique (Nafta, Mercosur, Free Trade Area of Americas, Amérique centrale), divers auteurs qui s'occupent spécifiquement des blocs commerciaux distincts (Daniel Ryan, Carlos A.R. Paranhos, Eduardo Gudynas, Jeffrey L. Dunoff, Analucía Hernández et Roxana Salazar) signalent l'intérêt que les processus d'intégration ne soient pas seulement commerciaux, mais qu'ils aient une multiplicité d'objectifs liés au développement et à l'environnement ; parmi ceux-ci, créer la conscience de ce que signifie la détérioration de l'environnement. Une conclusion à ce rapport, signalée par Analucía Hernández et Roxana Salazar, mais attribuable aux auteurs qui ont été mentionnés ci-dessus, propose d'assurer et de défendre le droit de la société civile à participer aux négociations sur les relations entre commerce et environnement. Une meilleure éducation de la société par rapport à la nécessité de protéger l'environnement et une meilleure participation peuvent influencer positivement les gouvernements, en portant ceux-ci à considérer plus amplement la protection et en établissant des conditions plus transparentes aux négociations internationales.

Le Nafta a pris des dispositions spécifiques de protection de l'environnement, dont les autres blocs régionaux devraient tenir compte bien qu'elles ne soient pas parfaites, et qui offrent des exemples pour la libéralisation du commerce, avec un développement durable et la construction d'un environnement protégé (J. Dunoff).

Nonobstant, nous devrions mettre en garde les pays de l'Amérique latine contre une extension future du Nafta, voire la construction d'un accord hémisphérique de commerce, qui contienne plus de restrictions sur le commerce liées à la protection de l'environnement que celles de l'actuelle réglementation de l'OMC, car celles-là pourraient se transformer en futurs mécanismes néo-protectionnistes.

Divers articles, réunis dans la troisième partie « Sectorial Issues » mettent l'accent sur le problème des produits spécifiques du commerce mondial (sucre, bois, pêche, vie sylvestre, produits agricoles et manufacturés des zones tempérées) face à ses liens avec la protection de l'environnement. L'extension de quelques conditions basiques, comme la création et l'application d'un cadre de normes environnementales, peut faire que le commerce international apporte des avantages pour l'environnement, comme l'exemple de l'industrie sucrière l'a démontré. L'exemple démontre que dans le cas où le contrôle environnemental a eu lieu, on a pu obtenir, en même temps, une meilleure efficacité des cycles de production et plus de compétitivité. Cette expérience montre que la participation de la société civile a pu suppléer à la faiblesse des institutions gouvernementales pour rendre effectif le cadre mentionné (M. Echavarría).

Enfin, en abordant le développement, on signale l'importance que les avantages comparatifs, tels que le coût, la valeur agrégée et les facteurs environnementaux ont pour la relocalisation industrielle, mais qu'ils ne sont pas pris en compte dans leur ensemble. Les entreprises multinationales donnent plus d'importance

au progrès technique dans la détermination de sa stratégie de production (localisation industrielle) pour obtenir une meilleure compétitivité, sans tenir compte des facteurs environnementaux (R. Letchumanan).

Finalement, l'addenda apporte différentes propositions, tant pour les pays développés que pour ceux en voie de développement, qui doivent être considérées pour coordonner les objectifs et les buts impliquant des profits au niveau international, dans le cadre commercial et environnemental. Cette partie offre aux lecteurs une approche plus *normative* sur ce que la coopération internationale entre pays pourrait donner à la protection de l'environnement, tout en assurant une amélioration des conditions du développement des pays du Tiers Monde.

Le livre, à travers ses diverses optiques, constitue un éventail de recherches, études de cas et commentaires sur le débat commerce / environnement / développement durable, destiné spécialement aux preneurs de décision et aux négociateurs ; car c'est d'eux que dépendent l'ouverture de la participation à la société civile et l'impulsion pour un changement dans la conscience collective, en commençant par les gouvernants eux-mêmes. Les travaux constituent un bon texte d'information et d'érudition destiné aussi à la recherche et à l'enseignement universitaire et professionnel, dans les champs disciplinaires du commerce international, du droit de l'environnement, du développement et des écosystèmes.

María Eugenia CARRASCO
et Raúl BERNAL-MEZA